

Discours plénière DOB

10/03/2025

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
M. JEAN-LUC GLEYZE

Seul le prononcé fait foi

Jamais sans doute une séance plénière consacrée à un rapport d'orientation budgétaire ne ce sera inscrite dans des temps aussi inédits.

Inédits pour les départements de France et plus généralement les collectivités locales, au premier rang desquels la Gironde, et j'y reviendrai.

Inédit aussi sur le plan planétaire. Les tragiques déflagrations des deux guerres mondiales du XXe siècle nous avaient appris qu'après la violence et le chaos, la paix était la seule voie possible pour garantir l'avenir de l'humanité et les valeurs qui fondent la solidarité des peuples.

Près de 100 ans plus tard, cette deuxième décennie des années 2000 ressemble à s'y méprendre aux années 30 du siècle précédent.

Dans une inquiétante réminiscence d'Histoire, Poutine incarne parmi d'autres la dictature contemporaine, Milei fait accéder au pouvoir argentin un ultralibéralisme effréné, le néo-fascisme a mis la main sur des pays comme la Hongrie ou l'Italie, l'extrême-droite menace aux portes de la République française.

Quant à la guerre, celle que la paix des peuples occidentaux voulait cantonner au passé, elle dévaste depuis 3 ans l'Ukraine, et nous en percevons, au loin mais chaque jour plus proche, le grondement des bombardements.

C'est désormais des États-Unis que provient la plus grande sidération, quand Donald Trump installe à la tête de la puissance américaine ploutocratie et oligarchie, quand se concentrent dans les mains d'un groupuscule pouvoirs démocratique, économique et numérique, quand des velléités expansionnistes affichées visent à ne servir que l'intérêt de quelques-uns, quand les dictateurs ennemis d'hier deviennent pour le nouveau président les alliés d'aujourd'hui, dans un renversement total de l'ordre mondial et de nos certitudes.

Nous pourrions en perdre nos repères : ceux construits autour de l'OTAN, ceux d'une partie du monde soucieuse de tirer les leçons de conflits mondiaux qui avaient épuisé des nations et décimé des millions d'êtres humains.

L'amnésie contemporaine de l'Amérique lui fait tout oublier des sages préceptes d'Alexis de Tocqueville qui, dans *De la démocratie en Amérique* écrivait : « *Il n'est pas de grands hommes sans vertu ; sans respect des droits, il n'y a pas de grands peuples* ». Et dans un avertissement qui résonne avec une acuité nouvelle, le philosophe Alain rappelait que « *tout peuple qui s'endort en liberté se réveillera en servitude* ».

La France ici, comme l'Europe, n'échappe pas aux tremblements majeurs que provoquent les soubresauts du monde.

Nous étions déjà, nous le savions, en traversée d'une période qui s'annonçait difficile.

Nous plongeons à présent dans ces temps troublés au cours desquels la priorité sera donnée à une nouvelle économie de guerre, rendant plus aride encore l'assèchement budgétaire inédit que nous connaissons depuis 2 ans.

Faisons alors en sorte de donner réalité à ce que René Char écrivait en son maquis : « *nous sommes dans l'inconcevable, mais avec des repères éblouissants.* »

Malgré les nuages sombres qui s'amoncellent, il nous revient de tracer le chemin qui doit être le nôtre pour porter les solidarités humaines et territoriales au bénéfice des Girondines et des Girondins.

Il nous revient de trouver, précisément, nos repères dans cet « inconcevable » temps de notre Histoire pour que notre collectivité puisse, malgré les contraintes, assurer au mieux le service public départemental.

Les transformations que nous engageons cette année au sein de notre collectivité portent précisément l'ambition de donner des *repères* communs fondés sur un budget équilibré, socle de notre projet politique.

Cet équilibre est l'objectif fondamental auquel, avec notre majorité, j'ai souhaité impérativement parvenir.

Dans le contexte que je viens d'évoquer, il constitue un exercice de responsabilité politique d'une force inédite. Mais il est aussi et surtout le marqueur fort d'un engagement qui nous oblige, pour assumer dignement nos mandats d'élus.

Un engagement pour les Girondines et les Girondins, afin de servir leur intérêt général et leur condition universelle répondant à la devise de notre République.

Un engagement aussi pour nos agentes et agents, que nous devons réassurer et soutenir dans leur travail quotidien à l'épreuve des contraintes budgétaires que nous partageons avec nos partenaires.

Des efforts seront nécessaires, dont nous essaierons d'atténuer les effets sur nos équipes grâce au dialogue social. Le rapport de ce jour porte la volonté de maintenir les acquis sociaux, en reconnaissance de l'action quotidienne de nos agentes et agents en faveur du service public départemental.

Nous transformer donc, au cœur d'un moment de duretés partagées, c'est aussi concevoir et partager un horizon vers lequel cheminer ensemble.

Ce partage, mes collègues de la majorité et moi-même l'avons initié tout au long du mois de Janvier, lors des Rencontres girondines. Puisque le pas-de-temps des mois que nous traversons n'est décidément plus le même que celui des décennies passées, notre manière d'agir comme nos relations doivent s'adapter.

Trop longtemps réduits à l'image d'un guichet d'aides ou de soutiens, nous avons dit l'importance de sortir d'une politique de la subvention pour aller vers une véritable politique de la relation avec

les citoyens, avec les territoires, avec nos partenaires, de sorte à préserver l'action publique départementale tout en prévenant le délitement de nos sociétés.

À partir de ce travail de proximité, nous devons proposer un nouveau cadre de pensée et d'action publique, mais aussi poursuivre notre investissement local. Nous le maintiendrons lorsqu'il relève d'un caractère essentiel qui n'hypothèque l'avenir, même si nous serons amenés à des choix difficiles.

Nous nous prêterons donc à l'exercice budgétaire 2025, en intégrant une refonte structurelle de nos interventions, et en les inscrivant dans une perspective triennale.

Il nous revient ainsi d'absorber les nouvelles contraintes nationales tout en nous redonnant de nouvelles marges de manœuvre. Avec notamment l'objectif d'une reprise de nos capacités d'autofinancement, nous savons déjà que les efforts à consentir ne permettront d'apercevoir la sortie de cette période difficile qu'en 2027.

Notre transformation continuera certes de passer par des financements, et donc par des moyens qu'il nous faut aller chercher, mais aussi par la mobilisation des richesses de nos coopérations. Plusieurs démarches vont y contribuer fortement.

Tout d'abord, les Ateliers Girondins, qui assureront le continuum des échanges opérés lors des Rencontres Girondines du début d'année. Plus larges que nos précédents rendez-vous territoriaux, ils visent à ouvrir le panel de nos partenariats, impliquant plusieurs vice-présidences, dans la perspective de conventions partenariales et territoriales renouvelées.

Le Service Public Girondin de l'Autonomie ensuite, qui vise à constituer un guichet unique de proximité qui facilite l'accès aux droits, l'accueil, et l'orientation ; qui accélère la réponse aux besoins ; qui apporte la juste réponse au juste moment du parcours et reconnaît la haute valeur des métiers du lien.

Il représente un enjeu majeur pour les personnes handicapées, alors que nous venons de célébrer les 20 ans de la Loi de 2005, et les personnes âgées, alors que la pente du vieillissement de la

population a débuté une croissance marquée vouée à se poursuivre.

L'acronyme revêche du SDAASP (Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public) sera une magnifique occasion d'aborder le sujet des services au public. Ajuster l'aménagement du territoire pour assurer l'accès aux droits dans toute la Gironde, garantir la présence humaine, bienveillante et éclairante du service public, seront nos enjeux.

La mutualisation jouera un rôle déterminant dans ce renouvellement d'un schéma précédemment peu saisi par l'État, mais auquel j'ai sensibilisé le Préfet afin que nous puissions, ensemble, mobiliser tous les acteurs locaux et institutionnels pour combattre les sentiments d'isolement, d'éloignement et d'abandon. Le maillage fin de nos services, ou des expériences comme le Bus en +, témoignent de notre savoir-faire en la matière.

Le futur Schéma de la Protection de l'Enfance constitue une des démarches majeures autour d'une politique publique dont je réaffirme, ici, l'importance pour notre collectivité, et qu'incarne la première vice-présidente. Un engagement reconnu au niveau national, même si l'humilité doit rester de mise quand il s'agit des enfants les plus vulnérabilisés de la République.

Nous avons déjà l'an passé, avec nos partenaires, débuté la transition de nos modes d'action : par le renforcement la prévention pour mieux accompagner les familles, la limitation des placements et des séparations, la recherche de solutions d'accompagnement alternatives et moins douloureuses.

Nous veillons à favoriser les liens d'attachement, à instaurer des dialogues de gestion et nous nous inspirons d'autres pratiques comme celles du Québec. Autant de voies nouvelles sur lesquelles nous devons inscrire une aide sociale à l'enfance renouvelée.

La pertinence de ces orientations est confirmée par le récent rapport du CESE. La décision-cadre de la Défenseure des Droits, et sans doute le rapport de la commission d'enquête parlementaire, pointent de leur côté la défaillance de l'État dans ses domaines

régaliens, contribuant fortement à placer les départements de France et leurs partenaires en grande difficulté dans leurs propres missions.

Nous nous engagerons sur d'autres projets nécessaires pour la Gironde comme la décarbonation de notre patrimoine, un Plan ponts indispensable pour nos ouvrages d'arts ou la mise en place d'une tarification sociale pour la restauration collégienne.

Je ne multiplierai pas plus les exemples, nos débats autour du ROB porté par notre vice-présidente aux finances, avec l'intervention d'un certain nombre de collègues, seront l'occasion d'aller plus en détails sur les voies et moyens que nous nous donnons pour mener nos transformations.

Nous resterons ainsi acteurs du service public girondin à hauteur de 1,8 milliard d'euros.

Réinterroger ainsi nos politiques publiques implique en parallèle de concevoir une administration simplifiée, toujours plus accessible et à l'écoute des nécessités de son temps.

Je sais pouvoir compter pour cela sur notre Directeur Général des Services, les DGA et directions qui l'entourent, mais aussi sur l'énergie et le sens du service public toujours renouvelés de l'ensemble de nos équipes. Je les en remercie sincèrement.

En tout état de cause, la perte de 10% de nos recettes en 2 ans, l'asphyxie budgétaire rapide liée à un effet-sécateur de plus en plus marqué, ainsi que les carences de l'Etat et ses décisions unilatérales sans compensation ou insuffisamment compensées comme les AIS, nous contraignent à accélérer ces transformations. Inévitablement, cela bouleverse nos manières de penser et d'agir en tant qu'élus, agents publics, partenaires...

C'est donc plus que jamais le moment de faire bloc ensemble, de mettre nos forces en commun, de prendre acte que si le Département de la Gironde a fait plus que sa part pendant des années, c'est désormais le partage des efforts qui nous mènera

vers l'issue de ce tunnel étroit et bas de plafond que nous traversons, pour retrouver demain un nouvel horizon plus lumineux.

C'est plus que jamais nécessaire quand une économie « de guerre » pourrait impacter fortement notre nation solidaire, alors que la solidarité doit précisément retrouver son essence même dans ces moments difficiles.

Ces turbulences en tête ne remettent pas pour autant en cause ce que nous sommes et ce que nous portons.

L'action publique que nous menons ne doit pas fléchir face aux restrictions budgétaires, mais bien consolider le projet de nos biens communs, ces ressources naturelles ou sociales que nous devons partager : c'est là notre *repère*.

Quand les puissants affichent avec arrogance leur pouvoir et leurs avoirs opprimant des « petits » en leur imposant de quémander de la considération, une déshumanisation est en marche et le contrat social rompu. Nous ne pouvons en être les spectateurs passifs.

C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire de se donner *des repères* communs et remettre les droits et l'Etat de droit, la solidarité et l'exercice démocratique de toutes et tous, au centre de notre République, de notre société.

« *Il y a des résistances honnêtes et des rébellions légitimes* », disait, encore, De Tocqueville. Je continuerai pour ma part à porter, avec Départements de France, la voix de nos collectivités au niveau national.

Ici, nous devons lutter contre toutes les exclusions et les mépris qui nous empêchent de faire Gironde en accroissant le nombre de personnes empêchées de bénéficier des moyens d'accéder à leurs droits fondamentaux, d'apprendre, de travailler, de se cultiver, de créer et, tout simplement, de faire ensemble.